

LES RENDEZ-VOUS D'ATTAC 54

Café-Débat d'ATTAC 54

Le lundi 7 juin à 20h,
à " l'Os et l'arête ".
(en face du Vertigo, 10 rue de la
Visitation, Nancy)
Quel avenir pour les retraites ?
Animé par le groupe de travail
interne à ATTAC 54

ATTAC 54 sur les ONDES

Radio-Caraïb (90.7)
tous les lundis à 18 h.
Radio-Déclic (87.7 - 89.6 - 101.3)
le lundi: 12h et 18 h, le samedi à 10 h

MANIFESTATION

Jeudi 27 mai 14 place Stanislas
Les organisations syndicales CFDT, CGT,
FSU, Solidaires, UNSA appellent **les
salariés, les retraités, les jeunes et les
privés d'emploi à une journée nationale
de mobilisation** pour interpeller
ensemble les pouvoirs publics, tous les
employeurs et peser sur les choix à venir.
**Emploi, salaires, retraites : tous
mobilisés, rassemblés et exigeants !**

Les Feux de la Liberté

Samedi 19 juin 2010, de 20h à 22h

Place Stanislas à Nancy

HOMMAGE

Nous rendons hommage à Nicole
Guyetand, ancienne membre du
Conseil d'Administration d'Attac 54,
décédée le 8 mai 2010. C'est avec une
profonde tristesse que nous saluons
Nicole, militante sincère et généreuse.

Toutes les informations à l'agenda
sur le site www.attac54.org et
d'autres informations locales sur
www.fsl-nancy.fr

Jeudi-Ciné d'ATTAC 54 L'ENCERCLEMENT

Jeudi 27 mai à 19h30 (160 mn)
au Caméo St Sébastien

**La séance sera suivie d'un débat avec
le réalisateur Richard Brouillette**

À travers les réflexions et les analyses de plusieurs
intellectuels de renom, ce documentaire trace un
portrait de l'idéologie néolibérale et examine les
différents mécanismes mis à l'oeuvre pour en imposer
mondialement les diktats.

Déréglementer, réduire la taille de l'État, privatiser,
limiter l'inflation plutôt que le chômage, bref,
financiariser et dépolitiser l'économie : les différents
dogmes de cette pensée prêt-à-porter sont bien
connus. Et s'ils s'immiscent lentement dans nos
consciences c'est qu'ils sont diffusés à travers un
vaste et inextricable réseau de propagande.

De fait, depuis la fondation de la Société du Mont
Pèlerin, en 1947, les instituts de recherche
néolibéraux, ces think tanks financés par des
transnationales et des grandes fortunes, propagent
inlassablement la pensée néolibérale au sein des
universités, dans les médias, auprès des
parlementaires, etc.

Cette idéologie qui s'affiche évidence, forte de la
sanction historique et scientifique que semble lui avoir
conférée la chute de l'URSS, a su intoxiquer tous les
gouvernements,

Mais derrière l'écran de fumée idéologique, derrière
ces beaux concepts d'ordre spontané et d'harmonie
des intérêts dans un libre marché, par-delà la panacée
de la «main invisible», que se cache-t-il réellement ?

Pour nous contacter : Comité ATTAC-54

29 rue Guilbert de Pixérécourt, 54000 Nancy
Tél : 06 29 66 74 02 (répondeur)
Site : www.attac54.org
Courriel : attac54@attac.org



LA LETTRE MENSUELLE DU COMITE ATTAC 54

mai 2010

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ATTAC 54 LE 7 MAI 2010

Rapport moral .

Lors de la réunion de rentrée de
septembre 2009, nous évoquons la
situation de crise provoquée par la
domination de la finance sur l'économie
et l'échec du capitalisme néolibéral.
Système qui prétend que pour nous faire
vivre mieux, il faut déréguler, libéraliser,
marchandiser et privatiser. En effet la
crise ne faisait que commencer. Et déjà
un an auparavant Frédérique Lordon
nous conseillait de « garder les yeux
grands ouverts », au sens où il
considèrait que nous entrions dans une
période inédite et imprévisible. C'est
effectivement le sentiment que l'on peut
ressentir au regard des événements qui
se déroulent en Grèce et en Europe
actuellement.

Assistons-nous à la fin d'un système ou
à son renforcement ? Ce qui est certain,
c'est la violence des événements. D'un
côté, en Grèce en particulier, des
mouvements sociaux qui manifestent, se
mobilisent et sont parfois débordés. De
l'autre la violence de la répression et des
réponses politiques et économiques.

Dans la crise qui sévit en Grèce, la crise
financière et le renflouement des
banques ont aggravé un déficit public
déjà important. Depuis le Traité de
Maastricht, réaffirmé par le Traité de
Lisbonne, les pays européens ne peuvent

pas emprunter à la Banque Centrale
Européenne (BCE). Ils sont contraints
d'emprunter sur les marchés financiers.
Ces derniers pratiquent d'une part des
taux d'intérêt exorbitants, d'autre part, du
fait de la situation financière défavorable
de la Grèce, les spéculateurs des
marchés financiers exigent des primes de
risques plus élevées que pour des pays
comme la France ou l'Allemagne.

Les marchés financiers soutenus par les
rouages de l'Europe ne font qu'aggraver
la situation.

Autre facteur aggravant : les attaques
spéculatives pour déstabiliser la zone
euro. Au début de l'année on aurait pu
espérer quelques décisions
européennes, les communiqués d'Attac
France ont relaté ces événements : le 16
mars 2010 les ministres des finances de
l'Union Européenne se rencontraient pour
aborder un projet de régulation des fonds
spéculatifs (hedge funds). Le conseil des
ministres a finalement décidé de remettre
à plus tard l'adoption de ce projet ! Cette
réunion des ministres européens faisait
suite à une révélation du Wall Street
Journal qui relatait des attaques
spéculatives incessantes et concertées
pour déstabiliser l'euro et la livre sterling.
Autre précision concernant le fameux
projet de régulation, il ne s'agissait pas

de réduire la rentabilité exorbitante, ni de limiter les effets de levier qui permettent de spéculer avec de l'argent emprunté. Il était simplement demandé que les fonds spéculatifs s'enregistrent auprès des autorités financières pour assurer la transparence des opérations. Enfin fin mars, l'enquête sur la spéculation contre l'euro par les autorités de régulation financière européennes, révèle que les régulateurs n'ont pas pu identifier les fonds spéculatifs qui attaquent la Grèce. Et que l'enquête est transférée aux services secrets... L'Europe des Traités tient bien ses promesses, elle est au service de la finance, pas au service des peuples !

Aujourd'hui pour combler le déficit Grec, le Fond Mondial International et l'Union Européenne, en échange de prêts, contraignent la Grèce à limiter ses dépenses publiques et la protection sociale par des réformes qui frappent les droits sociaux : réforme des retraites, baisse des salaires, augmentation de la

TVA, instauration d'un Contrat Première Embauche...

Cette nouvelle étape dans la crise fait converger toutes les revendications portées par ATTAC

- désarmer les marchés financiers
- taxation des transactions financières pour briser la spéculation
- changer d'Europe pour une Europe sociale et solidaire.

Les mesures de régression sociale imposées à la Grèce résonnent singulièrement à nos oreilles tant elles font penser aux réformes pratiquées et annoncées en France : suppression de postes dans la fonction public, bataille des retraites qui s'annonce à partir de juin. Le comité local ATTAC 54 a déjà commencé à évoquer le sujet des retraites, il va nous falloir amplifier cette mobilisation dans les mois à venir.

Rapport d'activités.

La lettre du comité local paraît tous les mois, avec un ou plusieurs textes et l'agenda des différents rendez-vous du mois, informations que l'on retrouve sur le site internet qui est régulièrement mis à jour. Le comité participe régulièrement à des tenues de tables dans différentes manifestations. Les jeudi ciné ont finalement pu maintenir leur fréquence mensuelle. Les réunions débats mensuelles sont désormais des « café débats » (ils se déroulent désormais les 2^{èmes} lundi du mois) Ces réunions ont été consacrées aux réformes et à leur

décryptage par des professionnels de chaque secteur : justice, université, santé, secteur social, mais aussi la réforme de la poste. A l'occasion des élections régionales, un travail avec les autres comités lorrains a été réalisé. Les conférences ont eu pour thèmes les retraites, la crise et le sommet de Copenhague dans le cadre du collectif « ultimatum climatique et justice sociale ». Les émissions de radio, sur les mêmes thématiques, ont été régulièrement enregistrées.

Lors du Conseil d'Administration qui a suivi l'Assemblée Générale la répartition des tâches a été définie :

- Co-présidentes : MP Lambert + S.Moreau
- Secrétariat : A.Jeanclaude
- Trésorerie : F.Aulner
- Lettre mensuelle : E.Pailhes + S.Moreau
- Jeudi-Ciné : F.Haoudy + V.Lafon

Radio : N.Lemonnier

Tracts, diffusion et tirage : L.Mozon + C.Dumay

Agenda hebdo et site Attac 54 : S.Moreau

CNCL / liste des comité locaux : M.Silistrini

Gestion liste de diffusion : MP Lambert

Comptes-rendus des évènements Attac 54 : tous

COMMUNIQUE COMMUN pour l' APPEL à la MANIFESTATION du 27 MAI

CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Emploi, salaires, retraite : tous mobilisés, rassemblés et exigeants ! Dans un contexte économique et social caractérisé par une situation de l'emploi dégradée, des difficultés de pouvoir d'achat et une aggravation des conditions de travail pour de nombreux salariés, dans le public et dans le privé, en France et en Europe, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA réaffirment que la sortie de crise passe par des politiques publiques en faveur d'une relance économique intégrant la satisfaction des besoins sociaux. Avant même que le Président de la République ne réunisse un "sommet social" le 10 mai 2010, le Premier ministre annonce un gel des dépenses de l'Etat pour les 3 ans à venir. Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA condamnent cette annonce et considèrent que la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive. Donner la priorité à l'emploi stable, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, réorienter la fiscalité vers plus de justice sociale, investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité restent nos objectifs communs. Concernant les retraites, elles rappellent que l'emploi "en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé" doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière. C'est une source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle. Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie à la retraite. L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite. La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société, d'autant que les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant.

Les membres du Conseil d'Administration sont Noël Lemonnier, Sarah Moreau, Mickael Silistrini, Fabrice Aulner, Christine Dumay, Marie-Pierre Lambert, Laurent Mozon, André Jean Claude, Jean Claude Bresson, Victor Lafon, Estelle Pailhes, Perrine Desenfants